



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

General Electric

Question au Gouvernement n° 1996

Texte de la question

GENERAL ELECTRIC

M. le président. La parole est à Mme Danièle Obono.

Mme Danièle Obono. Monsieur le Premier ministre, hier, General Electric a annoncé le licenciement de plus de 1 000 salariés. Des milliers d'emplois indirects vont également être touchés. Cette décision, rendue publique deux jours après les élections européennes, dévoile la duplicité de la multinationale étasunienne et la complicité de votre gouvernement dans cette opération.

Emmanuel Macron porte l'entière responsabilité de ce désastre : c'est lui qui a organisé la vente d'Alstom à General Electric, justifiée par des mensonges et qui s'est déroulée dans des conditions si problématiques qu'elles ont motivé un signalement à la justice en janvier dernier, pour des pratiques qui pourraient s'apparenter à un « pacte de corruption ». C'est aussi son conseiller lors de cette vente, le haut fonctionnaire Hugh Bailey, qui a été nommé en avril dernier à la tête de General Electric France pour mettre en œuvre le plan de restructuration : bel exemple de pantoufflage et de conflit d'intérêts - des pratiques que votre loi de casse de la fonction publique va favoriser ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI. - M. Sébastien Jumel applaudit également.*)

Le groupe étasunien, quant à lui, n'a respecté aucun de ses engagements, notamment en matière de création d'emplois. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI. - M. Sébastien Jumel applaudit également.*) Ces suppressions relèvent bien plus d'une logique de prédation financière que d'une stratégie industrielle. Champion de l'évasion fiscale, General Electric ne paie pas d'impôts en France alors que l'activité gazière reste la plus rentable de la branche. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI. - M. Sébastien Jumel applaudit également, ainsi que M. Jean Lassalle.*)

Dans ce dossier, l'intérêt national a été marchandé. L'oligarchie a bradé un fleuron et s'est grassement servie au passage. À l'heure où la transition écologique nécessite la planification de savoir-faire et de ressources industrielles sans précédent, ce sabotage est proprement criminel. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI. - M. Jean Lassalle applaudit également.*)

Vous prétendez garantir l'avenir du site et un « accompagnement personnalisé » des salariés. Comme pour GM&S, Ford, Ascoval et bientôt, peut-être, Fiat et Whirlpool, vous allez surtout les accompagner pour « traverser la rue » et aller s'inscrire à Pôle emploi ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI. - M. Joël Aviragnet et M. Alain David applaudissent également, de même que M. Jean Lassalle.*)

Pour garantir l'emploi et les technologies indispensables à notre souveraineté et à la planification écologique – comme les éoliennes marines –, l'État doit reprendre le contrôle. General Electric doit être lourdement

sanctionné afin de dissuader toute autre entreprise étrangère de braver ainsi la puissance publique. Plutôt que faire des moulinets et brasser inutilement du vent, votre gouvernement est-il prêt à prendre ces mesures qui s'imposent ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI. – M. Jean Lassalle applaudit également.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Madame la députée, les salariés de General Electric méritent mieux que vos mensonges et que vos approximations ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Protestations sur les bancs du groupe FI.*)

M. Patrick Hetzel. Quel mépris !

M. Bruno Le Maire, ministre. Les activités de turbines à gaz qui expliquent le plan social annoncé par General Electric appartiennent à cette entreprise depuis 1999 ; à ma connaissance, en 1999, Emmanuel Macron n'était ni ministre de l'économie ni Président de la République française ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. - Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

Vous faites de la politique politicienne sur le dos des salariés de General Electric : c'est votre problème ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Protestations sur les bancs du groupe FI.*) Mais l'honneur de la majorité sera d'apporter des réponses concrètes aux difficultés de Belfort et à chacun des salariés de l'entreprise.

Mme Danièle Obono. Comme chez Ford ?

M. Maxime Minot. C'est du pipeau !

M. Bruno Le Maire, ministre. Chacun son camp : vous choisissez celui du populisme ; nous, celui de la responsabilité ! (*Mêmes mouvements.*)

J'aurai, demain, au téléphone le président de General Electric (*Protestations sur les bancs des groupes LR et FI et sur plusieurs bancs du groupe SOC*) et je lui demanderai d'améliorer son plan social. J'ai les élus locaux de Belfort au téléphone depuis hier soir, pour travailler avec eux à des solutions constructives, et je leur rends hommage : ils ont, eux, le sens des responsabilités ! (*Protestations sur les bancs du groupe FI et sur plusieurs bancs du groupe SOC.*)

M. Maxime Minot. Allez sur place !

M. Bruno Le Maire, ministre. Je me rendrai à Belfort dès la semaine prochaine pour discuter avec les responsables syndicaux des pistes de travail possibles afin de réindustrialiser le site de General Electric. Car oui, il y a des perspectives, dans l'aéronautique, dans le grand carénage, dans les rénovations des centrales...

M. Christian Hutin. Parlons-en, des centrales !

M. Bruno Le Maire, ministre. ...et, évidemment, dans le secteur des énergies renouvelables,...

Mme Mathilde Panot. Non !

M. Bruno Le Maire, ministre. ...où je suis persuadé que les salariés de General Electric auront des solutions à apporter, notamment dans l'hydrogène.

Nous, nous ne baissons pas les bras. Nous, nous regardons les problèmes en face. Nous, nous regardons l'économie telle qu'elle est. Nous, nous sommes du côté des salariés. Nous, nous ne faisons pas de politique politicienne. C'est l'honneur de cette majorité et c'est ce qu'attendent les Français ! (*Applaudissements sur les*

bancs des groupes LaREM et MODEM. – Protestations sur les bancs du groupe FI. – Exclamations sur les bancs du groupe GDR.)

Données clés

Auteur : [Mme Danièle Obono](#)

Circonscription : Paris (17^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1996

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 mai 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 mai 2019](#)